

BPIFRANCE INVESTISSEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros
Siège Social : 27-31, avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort Cedex
433 975 224 RCS Créteil
(la « **Société** »)

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 22 MAI 2025**

Certifié conforme

• **PREMIERE DECISION** (approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président sur la situation et l'activité de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2024 ainsi que sur les comptes dudit exercice, et du rapport du Commissaire aux comptes sur l'accomplissement de sa mission au cours du même exercice, approuve les comptes dudit exercice, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui sont présentés, et les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et desquels il résulte un bénéfice de 51 533 271,09 euros.

Il prend acte que les charges non déductibles fiscalement (article 39-4 du Code général des impôts) engagées par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élèvent à 490 105 euros. Le montant de l'impôt correspondant supporté est de 122 526 euros.

Il donne quitus au Président et aux membres du conseil d'administration pour l'exécution de leurs mandats au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

• **DEUXIEME DECISION** (affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

L'associé unique, constatant que le bénéfice s'élève à 51 533 271,09 euros et que, compte tenu du report à nouveau bénéficiaire de 70 118 978,51 euros, le solde disponible s'élève à 121 652 249,60 euros, approuve la proposition soumise par le Président et décide d'affecter comme suit le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

	Euros
Bénéfice de l'exercice à répartir	51 533 271,09
Report à nouveau	70 118 978,51
Soit un solde disponible de	121 652 249,60
Dotation à la réserve légale	
Soit un bénéfice distribuable de	121 652 249,60
Distribution d'un dividende de 21,5 € par action	43 000 000,00
Dotation aux autres réserves	0
Dotation au report à nouveau	8 533 271,09
TOTAL DU REPORT A NOUVEAU APRES AFFECTATION DU RESULTAT	78 652 249,60

L'associé unique décide la mise en distribution d'un dividende d'un montant global de 43 000 000,00 euros (soit 21,5 euros par action).

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes au titre des trois derniers exercices s'établissaient ainsi :

Exercice	Nominal	Nombre d'actions	Dividende net par action
2021	10 €	2 000 000 actions	17,5 €
2022	10 €	2 000 000 actions	25 €
2023	10 €	2 000 000 actions	22,5 €

jos

BPIFRANCE INVESTISSEMENT

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'associé unique
BPIFRANCE INVESTISSEMENT
27-31 Avenue du Général Leclerc
94710 MAISON ALFORT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPIFRANCE INVESTISSEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions

économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly sur Seine, le 30 avril 2025

Le commissaire aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Pierre Clavié

Pierre Clavié

Actif

(en K€)	31/12/2024				31/12/2023
	Notes	Brut	Amort et dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles :	1	88 157	56 231	31 925	30 719
Fonds commercial		610	610	0	0
Autres immobilisations incorporelles		75 326	55 622	19 704	17 723
Autres immobilisations incorporelles en cours		12 221	0	12 221	12 995
Immobilisations corporelles :	1	13 945	10 170	3 775	4 110
Immobilisations corporelles		13 941	10 170	3 771	3 934
Immobilisations corporelles : avances et acomptes		4	0	4	176
Immobilisations financières (*) :	2	10 229	205	10 023	9 693
Participations		79	13	66	33
Autres titres immobilisés		7 582	193	7 389	7 159
Prêts	3	16	0	16	16
Autres immobilisations financières	3	2 552	0	2 552	2 484
ACTIF IMMOBILISE		112 331	66 607	45 724	44 521
Avances et acomptes versés sur commandes		47	0	47	163
Créances (**):	3-4	233 012	119	232 893	218 262
Créances clients et comptes rattachés		89 343	59	89 284	89 385
Autres		143 669	60	143 609	128 877
Disponibilités	5	9 403	0	9 403	7 311
Charges constatées d'avance (**)	3	3 296	0	3 296	1 703
ACTIF CIRCULANT		245 758	119	245 639	227 438
TOTAL GENERAL		358 089	66 726	291 363	271 960

(*) : dont à moins d'un an (brut)

(**) : dont à plus d'un an (brut)

708

Passif

(en K€)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Capital social (dont versé 20 000)		20 000	20 000
Réserve légale		2 000	2 000
Réserve statutaire		2	2
Autres réserves		2 501	2 501
Report à nouveau		70 119	57 894
Résultat		51 533	57 225
CAPITAUX PROPRES	8-9	146 155	139 622
Provisions pour risques et charges	10	18 869	15 827
Emprunts et dettes financières	6	10	10
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6-7	37 987	36 828
Dettes fiscales et sociales	6-7	85 774	74 082
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6-7	698	764
Autres dettes	6-7	1 870	4 826
Produits constatés d'avance		0	0
TOTAL GENERAL		291 363	271 960

Compte de résultat

(en K€)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION	11	370 261	342 566
Commissions et honoraires de gestion des fonds		325 089	302 557
Personnel mis à disposition		43 528	36 002
Reprises sur provisions, transfert de charges		156	271
Autres produits		1 488	3 737
CHARGES D'EXPLOITATION	12	283 324	254 605
Autres achats et charges externes		93 361	92 932
Impôts, taxes et versements assimilés		15 247	13 592
Salaires et traitements		98 838	86 920
Charges sociales		55 374	47 250
Dotations aux amortissements		13 685	9 660
Dotations aux provisions d'exploitation		3 245	1 391
Autres charges de gestion courante		3 576	2 860
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		86 937	87 961
PRODUITS FINANCIERS		5 895	4 185
CHARGES FINANCIÈRES		37	22
RÉSULTAT FINANCIER	13	5 858	4 163
RÉSULTAT COURANT		92 795	92 125
PRODUITS EXCEPTIONNELS		2	2 476
CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 763	219
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	14	-1 761	2 257
PARTICIPATION DES SALAIRES		11 989	11 108
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	15	27 512	26 049
RÉSULTAT NET		51 533	57 225

ANNEXE

1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

2. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

3. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1. Référentiel comptable

Les comptes annuels de Bpifrance Investissement sont établis et présentés conformément au règlement ANC N°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

3.2. Méthodes et règles d'évaluation

Autres immobilisations incorporelles

Les autres valeurs incorporelles immobilisées sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les éléments incorporels sont amortis de façon linéaire sur la durée de leur utilisation par l'entreprise, à savoir :

- Licences : 1 à 10 ans
- Solutions informatiques : 1 à 3 ans

Immobilisations corporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué de :

- son prix d'achat, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement,
- tous les coûts directement attribuables à engager pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner,
- l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elle est située, en contrepartie de l'obligation encourue.

Et par option :

- les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition,
- les coûts d'emprunts pour financer l'acquisition, pendant la période de production de cet actif.

Les éléments principaux d'immobilisations corporelles qui ont des utilisations différentes, qui procurent des avantages économiques selon des rythmes différents, ou, qui doivent faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, sont comptabilisés séparément et font l'objet d'un plan d'amortissement propre.

Les éléments d'actif, nets de la valeur résiduelle, font l'objet de plans d'amortissement déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus à compter de la date de mise en service de l'actif. Les plans d'amortissement n'ont pas été modifiés au cours de l'exercice.

Les méthodes comptables et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Installations générales, agencements et aménagements divers : 6 à 10 ans, linéaire,
- Matériel de bureau et informatique : 1 à 5 ans, linéaire et dégressif,
- Mobilier : 10 ans, linéaire.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport. Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Les parts souscrites de FPCI, FCPR, FPS sont comptabilisées à l'actif pour leurs montants totaux de souscription, la part non libérée de ces titres figure au passif en dettes sur immobilisations.

Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précis quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Le montant des provisions retraite et médaille du travail est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à la date d'acquisition de la médaille. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ à la retraite, ainsi qu'un taux d'actualisation, taux des obligations de première catégorie, déterminé en fonction de la durée de portage des engagements concernés.

• ACTIF IMMOBILISE

Note 1 - Tableau des immobilisations et amortissements

Immobilisations incorporelles et corporelles

En K€	Valeur brute au 31/12/2023	Acquisitions / Virt poste à poste	Cessions / Sorties / Virt poste à poste	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	74 528	26 605	12 976	88 157
Fonds commercial	610	0	0	610
Autres immobilisations incorporelles (*)	60 923	14 402	0	75 326
Autres immobilisations incorporelles en cours (*)	12 995	12 203	12 976	12 221
Immobilisations corporelles	13 021	1 271	347	13 945
Installations générales, agencements, aménagements	5 664	477	0	6 140
Matériel de bureau et informatique	3 163	415	4	3 574
Mobilier	4 017	209	0	4 226
Autres immobilisations corporelles en cours (*)	176	171	343	4

(*) Les autres immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de solutions informatiques

Amortissement des immobilisations

En K€	Montant en début d'exercice	Amortissement : augmentation	Amortissement : diminution	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	43 810	12 422	0	56 231
Fonds commercial	610	0	0	610
Autres postes d'immobilisations incorporelles	43 200	12 422	0	55 622
Immobilisations corporelles	8 910	1 263	4	10 170
Installations générales, agencements, aménagements	3 631	496	0	4 127
Matériel de bureau et informatique	2 334	522	4	2 852
Mobilier	2 945	246	0	3 191

Note 2 - Immobilisations financières

En K€	Valeur brute au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions / Sorties	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations financières	10 375	194	340	10 229
Participations	39	40	0	79
Autres titres immobilisés (FPCI, FCPR, FPS)	7 836	25	279	7 582
Prêts	16	0	0	16
Autres immobilisations financières (*)	2 484	129	61	2 552

(*) Les autres immobilisations financières concernent essentiellement des dépôts de garantie versés

Provisions sur immobilisations financières

En K€	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Participations	6	7	0	13
Autres titres Immobilisés (FPCI, FCPR, FPS)	677	8	493	193
TOTAL	683	15	493	205

• CRÉANCES ET DETTES

Note 3 - État des créances

En K€	Montant brut au 31/12/2024	Dont échéances à moins d'1 an	Dont échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Prêts	16	0	16
Autres immobilisations financières	2 552	0	2 552
Créances de l'actif circulant :			
Clients et comptes rattachés	89 343	89 343	0
Autres créances (*)	143 669	143 669	0
Charges constatées d'avances	3 296	2 588	708
TOTAL	238 876	235 600	3 276

(*) Afin d'optimiser les conditions de gestion de sa trésorerie, Bpifrance Investissement met à la disposition de son associé unique, Bpifrance Participations, une fraction de sa trésorerie excédentaire. Au 31/12/2024, le montant de l'avance et des intérêts courus s'élève à 141,4 M€.

Note 4 - État des produits à recevoir

En K€	Montant
Clients : factures à établir	85 863
Tva sur factures non parvenues	1 378
Comptes courants d'associés : intérêts courus	426
TOTAL	87 668

Le poste des factures à établir concerne essentiellement les commissions variables à facturer à certains fonds (29,8 M€), les prestations des fonctions transversales à facturer à certaines entités du groupe Bpifrance (5,5 M€) et la refacturation à Bpifrance Participations des charges internes liées aux missions d'accompagnement (47,9 M€).

Note 5 - Disponibilités

Les disponibilités sont des comptes bancaires à vue ouverts auprès d'établissements bancaires ou d'autres organismes financiers.

Note 6 - État des dettes

En K€	Montant brut au 31/12/2024	Dont échéances à moins d'1 an	Dont échéances entre 1 et 5 ans	Dont échéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	10	0	0	10
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 987	37 987	0	0
Dettes fiscales et sociales	85 774	85 774	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	698	112	323	263
Autres dettes	1 870	1 870	0	0
TOTAL	126 338	125 742	323	273

Note 7 - État des charges à payer

En K€	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	37 904
Comité social et économique	176
Congés payés	301
Participation des salariés aux résultats	11 989
Personnel : charges à payer	36 431
Dons RTT	78
Charges sur congés payés	149
Organismes sociaux : charges à payer	19 639
TVA sur factures à établir	9 251
État : autres charges à payer	4 693
État : CVAE à payer	84
TOTAL	120 696

• CAPITAUX PROPRES

Note 8 - Capitaux propres

En K€	31/12/2023	Affectation résultat N-1	Augmentation sur exercice	31/12/2024
Capital social	20 000	0	0	20 000
Réserve légale	2 000	0	0	2 000
Réserve statutaire	2	0	0	2
Réserves diverses	2 501	0	0	2 501
Report à nouveau	57 894	12 225	0	70 119
Résultat de l'exercice	57 225	-57 225	51 533	51 533
Résultat distribué	0	45 000	0	0
TOTAL	139 622	0	51 533	146 155

Note 9 - Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale (en €)
Titres composant le capital social au début de l'exercice	2 000 000	10
Titres émis pendant l'exercice	0	0
Titres remboursés pendant l'exercice	0	0
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	2 000 000	10

Au 31 décembre 2024, le capital social de Bpifrance Investissement est intégralement détenu par la société Bpifrance Participations (27-31 avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons-Alfort)

• PROVISIONS

Note 10 - Provisions pour risques et charges

En K€	Provisions au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges(**)	88	353	0	88	353
Pensions et obligations similaires(*)	15 554	2 791	0	0	18 345
Autres provisions pour risques et charges(**)	185	41	20	35	171
TOTAL	15 827	3 184	20	123	18 869

(*) Concerne les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail.

(**) Les litiges et autres provisions pour risques et charges concernent les ressources humaines.

• COMPTE DE RÉSULTAT

Note 11 - Produits d'exploitation

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Production vendue de services (CA)	370 059	342 291
Commissions et honoraires de gestion	325 089	302 557
Personnel mis à disposition (groupe)	43 528	36 002
Autres produits d'exploitation	1 441	3 732
Reprises sur provisions, transfert de charges	156	271
Autres produits	47	4
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	370 261	342 566

Note 12 - Charges d'exploitation

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Autres achats et charges externes	93 361	92 932
Achats de fournitures et petit équipement	763	676
Loyers et charges locatives	16 841	16 205
Entretien réparation des locaux	1 243	1 077
Honoraires	12 647	16 080
Communication	5 793	5 089
Voyages et déplacements	3 171	2 205
Frais de réception	1 517	1 490
Personnel intérimaire ; personnel détaché	631	730
Personnel mis à disposition (groupe)	28 393	25 687
Maintenance informatique	9 892	11 440
Documentation technique	2 098	1 731
Formations	2 710	2 856
Charges diverses	7 663	7 665
Charges de personnel	154 212	134 170
Salaires et traitements	98 838	86 920
Charges sociales	55 374	47 250
Impôts et taxes	15 247	13 592
Autres charges de gestion courante	3 576	2 860
Dotations aux amortissements	13 685	9 660
Dotations aux provisions d'exploitation	3 245	1 391
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	283 324	254 605

Note 13 - Résultat financier

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers	5 895	4 185
Intérêts et produits assimilés	5 158	3 990
Gains de change	7	14
Reprises de provisions sur immobilisations financières	493	97
Revenus des TIAP	237	84
Charges financières	37	22
Intérêts et charges assimilées		0
Pertes de change	22	15
Dotations aux provisions sur immobilisations financières	15	7
RÉSULTAT FINANCIER	5 858	4 163

Note 14 - Résultat exceptionnel

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels	2	2 476
Plus values nettes sur Fonds	2	2 476
Pénalités	0	1
Moins values nettes sur Fonds	55	24
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion (*)	992	174
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	717	
Charges exceptionnelles diverses		20
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-1 761	2 257

(*) dont 992 K€ de rappels de cotisations Urssaf au 31 décembre 2024

Note 15 - Ventilation de l'impôt

En K€	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
+ Résultat courant	92 795	27 952	64 843
+ Résultat exceptionnel	-1 761	-440	-1 321
- Participation des salariés	-11 989		-11 989
Résultat comptable	79 045	27 512	51 533

Situation fiscale

Bpifrance Investissement fait partie d'un groupe d'intégration fiscale autour de Bpifrance comprenant Auxifinances, Bpifrance Courtage, Bpifrance Assurance Export, Bpifrance International Capital, Bpifrance Participations et FSI-PME Portefeuille.

Bpifrance Investissement calcule individuellement son impôt sur les sociétés et s'en acquitte auprès de Bpifrance.

Note 16 - Autres informations

EFFECTIF

L'effectif moyen du personnel s'établit à 774,4 salariés en 2024 dont 99,6 % de cadres.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Bpifrance Investissement s'est porté caution, à hauteur de 13 321,09 €, pour des prêts accordés par la Caisse des dépôts à des salariés.

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

Dénomination : Bpifrance

Forme : Société Anonyme

Au capital de 5 440 000 000 €

Adresse du siège social : 27-31 avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort

RCS : 320 252 489

Les états financiers consolidés sont disponibles sur le site www.bpifrance.fr

RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Aucune rémunération n'a été versée aux administrateurs.

ÉLÉMENTS CONCERNANT LES PARTIES LIÉES

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations (en K€)	Informations financières									
	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en pourcentage	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA hors taxes ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A - RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS REPRÉSENTANT AU MOINS 1% DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ										
1. Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
2. Participations (10 à 50% du capital détenu)										
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS REPRÉSENTANT MOINS DE 1% DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ										
1. Filiales non reprises au paragraphe A										
a. Filiales françaises (ensemble)				79	66					
b. Filiales étrangères (ensemble)										
2. Participations non reprises au paragraphe A										
a. Dans les sociétés françaises (ensemble)										
b. Dans les sociétés étrangères (ensemble)										

Résultats des 5 derniers exercices

En euros	2020	2021	2022	2023	2024
I - Capital en fin d'exercice (en €)					
Capital social	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
Nombre d'actions ordinaires	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
II - Opérations et résultats de l'exercice (en €)					
Chiffre d'affaires hors taxes	227 852 451	267 393 518	309 091 996	342 290 536	370 058 646
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	51 927 503	73 890 304	98 561 158	105 073 160	107 825 722
Impôt sur les bénéfices	11 068 879	18 096 413	21 113 335	26 048 841	27 511 517
Participation des salariés	4 275 388	7 085 772	8 557 035	11 108 087	11 989 035
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	36 583 236	48 708 118	68 890 788	67 916 232	68 325 170
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	24 906 001	41 663 610	60 969 251	57 224 295	51 533 271
Résultat distribué	16 000 000	35 000 000	50 000 000	45 000 000	43 000 000
III - Résultats par action (en €)					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	18	24	34	34	34
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	12	21	30	29	26
Dividende distribué	8,00	17,50	25,00	22,50	21,50
IV - Personnel					
Effectif salariés moyen	544	596	619	669	774
Montant de la masse salariale	64 156 277	71 108 870	77 268 596	86 919 555	98 837 790
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.....)	35 352 213	39 326 639	42 711 598	47 250 448	55 373 742